

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18046 - 70ÈME ANNÉE

Comment expliquer que des Français prennent les armes contre le pays où ils sont nés ?

Résorber les causes du terrorisme

Les attentats de Paris de la semaine dernière ont mis en exergue les dangers du terrorisme au sein même d'un territoire. Auparavant regardé de loin, les attentats terroristes sont désormais pris en considération par les Français, qui n'avait pas vécu une telle situation depuis les années 1990.



Les manifestations suivant l'attentat contre Charlie Hebdo ont montré un attachement à la liberté d'expression et un refus du terrorisme. Les gouvernements occidentaux connaissent les raisons du terrorisme, vont-ils les combattre efficacement ?

Alors que les dirigeants du monde parlent de lutter contre le terrorisme, à quel moment ces mêmes dirigeants prendront-ils à bras le corps les causes profondes de ce phénomène ? En effet, le terrorisme a diverses formes individuelles, organisées, d'Etat, politiques, religieuses et le cyber-terrorisme. Mais chaque acte a des raisons, bonnes

ou mauvaises, celles-ci existent.

De multiples raisons

Par définition, le terrorisme est « l'usage prémédité, ou la menace d'usage, d'une violence extra-normale pour atteindre un objectif po-

litique, à travers l'intimidation ou la peur d'un large public », selon les économistes Todd Sandler et Walter Enders. À la différence d'un acte criminel qui n'a aucun but politique.

Les causes du terrorisme de l'après guerre froide sont multiples et principalement sociales comme la pauvreté, le chômage l'analphabé-

tisme, l'injustice, l'humiliation. Pour certains chercheurs, il s'agit des conséquences de la mondialisation qui ont permis au terrorisme de se développer techniquement, financièrement et humainement.

Pour de nombreux observateurs et experts, ces causes sociales ne peuvent pas expliquer totalement les causes du terrorisme. Cependant, "le terrorisme, à partir de moyens souvent dérisoires, cherche à créer du pouvoir en espérant atteindre par le bas ce dont l'Etat dispose par le haut" (Gérard Chaliand et Arnaud Blin) et ne redistribue pas au peuple.

Le Comité Spécial des Nations Unies a mis en évidence, le 18 décembre 1972, les principales causes du terrorisme, afin de lutter contre celui-ci. Celles-ci sont de nature sociale, politique, raciale, fondamentaliste-religieuse, nationaliste et économique.

Les Nations Unies ont mis en avant plusieurs points tels que la politique de domination, l'expansion et l'hégémonie ; la discrimination raciale, la politique de l'apartheid ; l'usage de la force dans les relations internationales et la violation de l'Indépendance politique, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des Etats ; la terreur de masse.

À ces points s'ajoutent l'imposition aux groupes nationaux de quitter les territoires ; l'exode forcé de la population persécutée ; l'intensification des activités des organisations fascistes, néofascistes et extrémistes ; le maintien d'un ordre économique international injuste et inéquitable ; la destruction systématique par un pouvoir étranger de la population, flore, faune, moyens de transport, structures économiques.

C'est sans compter le manque de droits politiques, économiques et sociales, la violation systématique et massive des droits de l'homme, l'usage de la torture et des représailles, la pauvreté, la faim, le misère et les frustrations de toutes sortes.

La mondialisation, cause première

La mondialisation se définit par l'intégration des marchés au plan mondial et le rapprochement des hommes, conduisant à la libéralisation des échanges, au développement des moyens de transport de personnes et de marchandises et au développement des technologies de l'information et de la communica-



La pauvreté est identifiée comme une des causes du terrorisme. Lutter contre la pauvreté, c'est lutter contre le terrorisme. (photo Toniox)

tion. Ce processus englobe la quasi-totalité des secteurs économiques, culturels et sociaux, entraînant un changement profond dans les rapports humains, commerciaux et politique, depuis la Seconde Guerre Mondiale.

Ainsi la libération des échanges a exercé d'importantes pressions économiques, sociales et politiques engendrant des crises diverses dans certains pays du Sud. Les pressions ont provoqué des déséquilibres dans certaines régions du Globe, entraînant la réaction des peuples, qui peuvent être pacifiques ou terroristes. Le terrorisme résulte donc des revers de la mondialisation : pauvreté, chômage, famine, misère, humiliation.

Pauvreté et chômage

La pauvreté est un phénomène historique mais la mondialisation a accentué cet état. Ainsi, selon les Nations Unies, plus de 2,2 milliards d'hommes et de femmes, soit près d'un tiers de l'humanité, sont déjà concernés ou sont en passe de l'être. La pauvreté varie en fonction des aires géographiques, mais reste très forte dans les pays du Sud, comme en Asie de l'est, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne.

Le chômage est également un fléau qui cause du désespoir, surtout chez les jeunes. 206 millions de personnes étaient sans emploi en 2014, dont plus de 74,5 millions de jeunes

âgés de 15 à 24 ans.

Troisième résultante de la mondialisation, la famine : 805 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, soit 1 personne sur 9, selon le Programme Alimentaire Mondial. Sans compter, les 58 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire qui n'y vont pas.

Les disparités de développement jouent également un rôle, car la mondialisation a enrichi les riches et appauvri les pauvres. Le fossé se creuse de plus en plus d'année en année, poussant des milliers de personnes à contester l'ordre établi par le système capitaliste actuel. Les inégalités s'accroissent aussi dans les pays en voie de développement, mais aussi développés, créant de l'errance et révoltes chez de nombreuses personnes victimes de ces fléaux sociaux.

Si les dirigeants résolvaient ces problèmes économiques et sociaux, les risques de créer des terroristes seraient moins étendus qu'actuellement : pour preuve, le nombre de jeunes tentés par le djihad dans les pays développés. Lutter contre le terrorisme pourrait se faire par des actions préventives.

Céline Tabou

Edito

La marche de Paris montre l'isolement de l'Occident

Au soir de l'attentat contre Charlie Hebdo, le gouvernement a lancé un appel à l'unité nationale. Il s'agissait de rassembler tous les Français dans un grand mouvement pour protester contre le massacre de la rédaction du journal parisien, d'un policier et d'un agent d'entretien. La traque des suspects a encore accentué le mouvement. Le dénouement tragique a amplifié l'émotion, avec le décès d'une policière à Montrouge, de 4 otages et d'un ravisseur Porte de Vincennes, et de deux autres membres du commando à Damartin.

Le soir même de l'attentat de Charlie Hebdo, des manifestations spontanées avaient réuni des milliers de personnes. Les journées de samedi et surtout de dimanche étaient quant à elles plus organisées. Elles devaient déboucher sur l'illustration de l'unité nationale. A Paris, tous les partis républicains étaient invités à participer à la marche, tandis que des chefs d'État et de gouvernement de pays de l'OTAN affirmaient leur volonté de défiler ce dimanche à Paris.

Dans le monde, de nombreux pays sont confrontés à des mouvements extrémistes. Mais à Paris, à l'exception de la Russie et de la Palestine, c'était d'abord les pays de l'OTAN et leurs alliés qui étaient là. Cela représente environ 800 millions d'habitants sur les 7 milliards de la population mondiale et cela interpelle. Comment l'Occident peut-il être isolé à ce point ?

La Chine est confrontée au terrorisme, le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, fait face à Boko Haram, l'Irak subit des attaques à la bombe

constantes depuis l'invasion américaine, et que dire de la Syrie engagée contre l'État islamique... les victimes dans ces pays ne doivent pas être oubliées.

La veille de la marche des chefs d'État et de gouvernement occidentaux, plus de 2.000 Nigerian étaient assassinés par Boko Haram. Le lendemain, une fillette de 10 ans explosait sur un marché au Nigeria, tuant 19 autres personnes. Pas un mot pour dénoncer officiellement cette barbarie.

Les dirigeants occidentaux ont pourtant l'occasion de restaurer la confiance brisée par des années de guerre en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie. Ils savent que les causes du terrorisme sont à rechercher dans les inégalités à l'échelle du monde, et à l'intérieur de leurs propres pays. En tendant la main aux victimes et aux abandonnés, ils peuvent faire reculer les extrémismes. Mais la perspective donnée par les dirigeants occidentaux ne prend pas ce chemin, ils veulent continuer la même politique, ce qui aura pour conséquence les mêmes effets.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

L'Occident accusé d'ignorer la menace de la secte

Boko Haram assassine 2.000 personnes au Nigeria

Pendant que les regards étaient tournés vers Paris, d'autres terroristes ont continué à massacrer. Au Nigeria, Boko Haram a perpétré sa pire exaction, avec 2.000 morts en quelques jours selon les estimations. Hier, la France a réagi par la voix d'un porte-parole d'un ministère.

« Selon des informations récentes, le groupe armé Boko Haram aurait massacré un grand nombre de personnes depuis l'attaque débutée le 3 janvier contre la ville de Baga dans le nord-est du Nigeria », affirme Amnesty International, organisation de défense et de promotion des droits humains.

« Il semble que l'attaque contre Baga et les localités alentour pourrait être la plus meurtrière à ce jour d'une série d'actions de plus en plus haineuses menées par le groupe, a déclaré Daniel Eyre, chercheur sur le Nigeria à Amnesty International. Si les informations indiquent que la ville a été en grande partie rasée et que des centaines de civils (peut-être même 2 000) ont été tués sont exactes, nous sommes en présence d'une escalade sanglante très inquiétante des actions de Boko Haram contre la population civile.

« Nous sommes actuellement mobilisés pour recueillir plus d'informations sur ce qui s'est passé durant l'attaque contre Baga et la zone alentour. Il est plus que jamais impératif que Boko Haram cesse immédiatement ces assassinats absurdes de civils et que le gouvernement nigérian prenne des mesures pour protéger une population qui vit dans la peur constante des attaques », a déclaré Daniel Eyre.

Détermination sélective ?

L'archevêque catholique de Jos,

au centre du Nigeria, a accusé l'Occident d'ignorer la menace de la secte islamiste, Boko Haram. Ignatius Kaigama a déclaré que la communauté internationale devait montrer plus de détermination pour freiner la progression du groupe au Nigeria.

Les dirigeants du monde entier doivent selon lui faire preuve du même esprit d'unité et d'engagement observé après les récents attentats en France.

Le secrétaire des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a également condamné des violences qualifiées de "perverses" qui ont cours au Nigeria. Il s'est dit consterné par les informations faisant état de centaines de morts dans l'Etat de Borno.

Les massacres sont à l'origine d'importants déplacements de population.

Plus de 850.000 réfugiés

Quelque 7.300 réfugiés nigériens sont arrivés dans l'Ouest du Tchad dans les 10 derniers jours, fuyant les attaques des insurgés de Boko Haram sur la ville de Baga et les villages environnants au nord du Nigeria, selon l'agence des réfugiés des Nations-unies. Ils fuient les massacres perpétrés par l'organisation terroriste Boko Haram.

En décembre, les premiers résultats d'un recensement gouvernemental toujours en cours, organisé avec l'appui technique du HCR, a révélé qu'au moins 90.000 personnes, y compris les ressortissants nigériens vivant déjà au Nigeria, ont trouvé re-

fuge dans la région de Diffa du Niger depuis mai 2013.

En somme, le conflit dans le Nord-Est du Nigeria a conduit à l'exode de 135.000 personnes - autour de 35.000 Nigériens au Cameroun et 10.000 au Tchad et le déplacement d'au moins 850.000 personnes au sein des Etats nigériens de l'Adamaoua, de Borno et de Yobe.

La France a réagi hier, par la voix d'un porte-parole du ministère des Affaires étrangères : « condamne l'escalade des violences dans le nord-est du Nigeria au lendemain des attaques terroristes menées contre les localités de Baga et ses environs, Maiduguri et Potiskum. Le recrutement d'enfants pour commettre certaines attaques rend ces actes odieux encore plus abjects ».

Les dirigeants occidentaux sont au pied du mur. Vont-ils être solidaires des Nigériens comme ils ont su l'être des Français ?

*Di sak na pou di***Solidarité et Engagement pour l'Espoir**

La France a connu les 7 et 8 janvier dernier un attentat et deux prises d'otages meurtrières qui ont fait un total de 20 morts (y compris les trois assassins terroristes). Ces attentats ont été perpétrés au nom de l'Islam. Ils sont condamnables sans réserve.

Tous ces morts sont des Français. L'émotion est vive. Le pays est en état de choc et cette tuerie nous touche pleinement. Les premiers élans populaires ont exprimé tristesse, solidarité et aussi un espoir. Le peuple s'est mis debout et a exprimé son attachement à cette liberté d'expression et plus généralement aux valeurs humanistes.

Ce drame, avec tout le respect que l'on doit aux morts et leurs familles et proches, doit nous conduire – en toute humilité – à la lucidité en regardant les autres réalités qui sont totalement liées. Nous vivons dans un monde rendu violent par le système de profit.

Un monde où se poursuivent depuis au moins un siècle des politiques hégémoniques visant à accaparer les ressources au bénéfice de quelques-uns et laissant le reste du monde dans un état de délabrement permanent. Un monde où les dominants ne respectent pas les différences culturelles et opposent les civilisations. Un monde où au nom des valeurs de démocratie, on viole constamment les règles de droit international. Et ceux qui les édictent et ont les moyens de les faire respecter sont les premiers à les transgresser.

Le soutien aux dictateurs, aux rebelles et aux fanatiques religieux est monnaie courante de la part des pays occidentaux dès lors que cela sert leurs intérêts économiques et financiers, et tout simplement leurs positions de domination géopolitique.

Quel crédit accorder alors à la dite lutte contre le terrorisme ?

Si le terrorisme était auparavant représenté par des étrangers poseurs de bombes, aujourd'hui il s'agit de plus en plus d'enfants du pays. Les

trois assassins terroristes sont de jeunes gens Français qui se détournent de leur pays au point de devenir des assassins contre celui-ci. Pourquoi ? Comment ? Pourquoi en France, pays héritier de l'histoire coloniale, il est si difficile pour les Musulmans, les Noirs, les Guadeloupéens, les Guyanais, les Martiniquais et les Réunionnais d'exister pour ce qu'ils sont dans leur différence ? La diversité serait-elle juste une façade de plus comme le métissage pour atténuer les inégalités, l'ostracisme, la discrimination et le racisme permanent vis-à-vis de ces français là ? Quelle place réelle les Musulmans ont-ils en France et quelle place s'autorisent-ils à prendre ?

Comment ne pas s'interroger sur le sens que peut signifier que les pouvoirs publics décident aujourd'hui de financer Charlie Hebdo alors que dans le passé – encore récent – ils le fustigeaient ? Le respect de la liberté d'expression ne comptait pas lors des censures de 1961, 1966 et 1970 et pas plus pour fermer ce média en 1982. La satire du moment touchait-elle d'une façon particulière leurs propres symboles ? L'insulte serait-elle selon la couleur de peau ? Et le blasphème selon la religion ? Pourquoi faut-il censurer un artiste qui caricature un colon juif et exhorte au respect de la liberté d'expression quand un journal publie des caricatures du Prophète Mahomet ? Comment s'exerce cette liberté d'expression quand il s'agit d'informer sur les attentats terroristes menés par des Etats occidentaux contre des populations civiles ? Au nom de quel fanatisme peuvent-ils tuer des enfants irakiens, Vietnamiens, Laotiens, Palestiniens ?

La liberté d'expression serait-elle dénuée d'intelligence, de modération, de respect ? Au fond, ce qui est arrivé est conforme à la façon dont le monde est mené. Il n'y a pas d'erreur. La violence permanente, le déni et la domination engendrent une impuissance des peuples qui conduit certains aux fanatismes religieux voire à

d'autres formes d'extrémismes. Le monde occidental n'a aucune chance d'être protégé du dérèglement du monde qu'il a occasionné en Afghanistan, en Irak, au Pakistan, Syrie...et partout où au nom de « La » civilisation on exploite les peuples et leur impose des modèles pensés ailleurs et au profit d'autrui.

L'espoir de ne plus vivre les drames du 7 et 8 janvier supposerait que l'on change nos regards sur nous et sur les autres, sur les liens qui nous lient en qualité d'êtres humains. Les dirigeants sont-ils conscients ? Sont-ils dans la volonté sincère de faire autre chose et autrement ? Pourquoi cette surenchère sécuritaire ? Pourquoi encore plus de moyens de combat, de mener la guerre contre un ennemi que nous avons, sinon créé, très largement entretenu ? Comment lutter contre les siens dorénavant ?

Nous guérirons de nos maux quand nous serons prêts au respect, à l'amour et le partage. Nous guérirons de nos maux quand nous cesserons les hypocrisies, la propagande et l'endoctrinement étatiques. Nous guérirons de nos maux quand le peuple reprendra toute sa place pour exercer son pouvoir confisqué par des élites intéressés et manipulateurs.

Grâce au peuple français debout et digne les terroristes ont échoué mais la vraie victoire pour la paix résidera dans la capacité des peuples à faire face à des dirigeants qui vont persister dans leur politique inspirée de la cupidité et de l'idéologie de la supériorité.

Eric Alendroit

Signature d'une Charte

Donner du bien être aux gens de la mer

Lundi 12 janvier, l'association des Amis des Marins et les représentants du Grand Port Maritime ont signé une Charte relative au bien-être des gens de mer, afin de « pérenniser les actions de l'association ».



Jean-Frédéric Laurent, président du directoire du Grand Port Maritime et Laurence Ignace, président de l'association des Amis des Marins.

Pour Laurence Ignace, président de l'Association des Amis des Marins, « c'est une grande joie pour moi et pour l'association, qui a reconnaissance locale, nationale et internationale ». L'ensemble des personnes présentes ont assuré que la signature de cette charte était « un grand jour » pour l'association, et pour les marins eux-mêmes, car « c'est une garantie de l'Etat, ce qui va nous permettre d'aller de l'avant sans crainte », a indiqué Alain Djeuntang, directeur du Centre international d'accueil des marins (CIAM).

Pérenniser les actions des Amis des Marins

Alain Djeuntang a exprimé son « plaisir » de voir cette charte signée, car elle marque « un tournant important pour nous ». Il s'agit d'un moyen pour l'association de pérenniser ses activités et notamment ses ressources, telles que la vente de carte téléphonique, de boissons, de la connexion internet. Mais aussi des contributions de la Compagnie maritime qui « reste non obligatoire », des subventions des deux

assemblées (Région et Département), de la commune du Port. Depuis des années, le Grand Port Réunion est « un partenaire », la signature de cette charte « est une démarche de consolidation entre le Grand Port Maritime et l'association », a précisé Jean-Frédéric Laurent, président du directoire du Grand Port Maritime de La Réunion.

Le directeur du CIAM a rappelé le palmarès du Port Réunion (1), assurant qu'il y a « derrière des hommes et des femmes » sans lesquels cela serait possible. Des marins ayant des besoins spécifiques, comme l'a expliqué Laurence Ignace. « La communication est la première nécessité pour les marins. Ils ont besoin de parler avec leur famille ».

Accueillir au mieux les marins

Depuis 1997, le centre d'accueil est devenu un lieu important pour les marins car « ils se sentent chez eux ». « On accueille 8.000 marins par an, un volume proche de celui de la Rochelle ». L'association sou-

haite « augmenter le volume horaire du centre, pour pouvoir ouvrir plus longtemps dans la journée ».

Alain Gaudin, président du Conseil de direction du Grand Port Maritime a indiqué que « le Grand Port se soucie de s'occuper des marins sans qui il n'y aurait pas de marchandises à transporter ». D'autant que le « Grand Port a des projets importants, c'était le moment de consolider cette relations pour que les marins soient bien accueillis et qu'ils donnent une bonne image possible dans le monde du Grand Port de La Réunion », a précisé Jean-Frédéric Laurent.

Par cette charte, les Amis des Marins pourront mener des projets à bien, à l'instar de la construction du centre du Port, qui permet d'accueillir près d'une vingtaine de marins. Au-delà des infrastructures et des aides financières, l'association peut compter sur des aides matérielles, « nous avons reçu un photocopieur », a indiqué Laurence Ignace. Cette charte « s'est faite toute seule, c'est un moment important », a conclu le président de l'association des Amis des Marins.

Céline Tabou

LA CANNE C'EST LE SUCRE, MAIS PAS SEULEMENT !

Il y aurait beaucoup à dire sur les différentes façons dont notre environnement immédiat a été, et est toujours maltraité depuis plusieurs dizaines d'années. On peut dire, sans exagérer, que les services responsables se sont comportés plus que légèrement face à nos forêts, nos terrains habités ou non, cultivés ou non, face au littoral marin, et par rapport à nos terres arables, et notre humus garant de la fertilité de nos sols.



Les plantations de canne à sucre fixent la terre pour empêcher les coulées de boue.

La canne c'est le sucre, mais pas seulement -37-

La canne à sucre et notre environnement en danger

On connaît notre relief souvent accidenté, souvent pentu. On connaît aussi l'intensité des pluies lorsqu'elles décident de se lâcher. Tout le monde a vu et peut voir les rivages marins encombrés de boue après chaque période de grosses pluies diluviennes. Certes, ce n'est pas nouveau, car le pays a connu des avalanches tout au long de son histoire, souvent couplées avec des crises agricoles : celle du café, du géranium et du vétiver... Mais la plus grave des catastrophes peut survenir demain si aucun plan de sauvetage sérieux de la canne n'est mis en œuvre.

Pourtant la canne elle-même-et ses différents acteurs – n'est pas exempte de tout reproche concernant les atteintes à l'environnement. Ainsi les différentes campagnes d'épierreage entreprises depuis plusieurs dizaines d'années. Le plus grave c'est lorsque l'on épierre sans tenir compte des courbes de niveau, parfois même perpendiculairement à ces courbes... Chacun peut voir de la route que plusieurs champs ont été ainsi mal traités.

Le principe même de l'épierreage est contestable-sauf pour des raisons économiques ? Reste à voir – et cet épierreage risque à l'horizon 2017 de pénaliser gravement l'avenir de notre agriculture. On a fait le gros

épierreage, puis le moyen épierreage et on aborde l'épierreage fin sans se soucier vraiment de l'avenir de nos terres agricoles. Pire, en faisant comme si les engrais, les désherbants et autres produits phytosanitaires pouvaient se substituer à la nature. Comme si le sol lui-même n'était pas digne d'être le substrat pour le développement de nos productions agricoles. Quoi qu'il en soit, on verra que dans les conditions actuelles la canne à sucre reste le meilleur garant de la préservation de plus de la moitié des sols agricoles de La Réunion. En effet, la canne occupe plus de 25000 hectares de terres agricoles sur environ 50000 au total.

On verra également que la canne, malgré ce que l'on a écrit plus haut que l'on peut considérer comme un mauvais management des sols présente des atouts sérieux dans la préservation des sols. Cela tient à la nature de cette culture. Cela tient aussi aux pratiques culturelles des planteurs réunionnais et à d'autres facteurs que nous aurons l'occasion d'évoquer dans les jours à venir.

(à suivre)

Georges Gauvin

Vocabulaire : la protection de l'environnement

Elle consiste à prendre des mesures pour limiter ou supprimer l'impact négatif des activités de l'homme sur son environnement. Au-delà de la simple conservation de la nature, il s'agit de comprendre le fonctionnement systémique, et éventuellement planétaire de l'environnement ; d'identifier les actions humaines qui l'endommagent au point

de porter préjudice aux générations actuelles ou futures ; et de mettre en place les actions de correction. Cette action est donc à la fois scientifique, citoyenne, et politique, avec des décisions à prendre qui sont forcément collectives et parfois planétaires.

Oté

Libérté ni èkri out non !

Dann télé nou la vi, té bloké, té inn si lot, i prètan té pré d'kat milyon d'moun dann shomin dimansh pou manifésté la ba déor. Konm nou té i di lontan, zot la bat lo pavé, pou di zot kolèr, in pé zot pén osi. Tout kalité d'moun lavé, tout koulèr té la, sak lé blan, sak lé nwar, zarab, zuif, sinwa, sanm pou mwin navé d'moun étranj osi. Té la an frèr, té anbrass lin a lot, maniféstan min dan la min èk la poliss. Néna té i sort lwìn. Shakinn lé v'ni, kiswa èk in désin, kiswa èk in éstilo ou kiswa ankor èk in bwat kréyon koulèr. Zournalis té poz lo minm késtyon, poukoué zot lé la ? Tout lavé lo minm répons, nou lé la pou pou sobat pou la libérté.

Tout lavé minm non zour la, tout té apèl Charlie. Lèr la lavé pwin David, lavé pwin Mohamed, lavé pwin Natacha, lavé pwin Samuel, lavé pwin Jean-pièr, tout té apèl Charlie. Tout lé v'ni pou minm zafèr, tout lé v'ni pou minm koz, pou défann la libérté. Minm si nou lé pa touzour dakor èk sak bann zournalis i èkri ousinosa èk sak bann désinatèr i désinn, pa pou sa i fo rotir la libérté banna. In boug la di « minm si mwin lé pa dakor èk sak banna i èkri, ma sobat touzour pouk zot i kontinié èkri »La libérté èkri sé sa.

Ni pé pa imaziné in sosiété san zournalis, Koman ni pé konèt sak i éspass ayèr si na pwin zounal ? Minm sak i éspass sou not zoryé ni pé pa konèt. A nou la Rényon ni koné koué i vé dir anpèsh in zournal èkri, konbyin fwa « Témwaniaz »té sézi ? La èsèy tout manière pou anpèsh a li port son lékléraz, orozman Paul èk son bann dalon la pa larg lo kor. Dopli lo tan ni sobat pou la libérté. La libérté kozé, la libérté krétik lin a lot, la libérté. Mé kosa i lé la libérté kan ou na pwin ryin, kan ou na pwin travay, kan ou kont pou la po patat. Kan minm, Libérté ni èkri out non !

Justin